

Un désastre Écologique

Dossier de la rédaction de H2o
August 2018

Surexploitation des nappes, rejets des stations d'épuration et déchets sauvages

La situation des rejets est alarmante au niveau des stations d'épuration en surcharge. Ces rejets sont déversés dans les oueds alimentant les barrages. Tel est le cas de la station d'épuration de Fernana qui rejette des eaux salées dans l'oued Ghezala juste en aval de la station de pompage qui alimente le périmètre irrigué de cette zone. Ces rejets finissent leur trajectoire dans la retenue de Bouherthma qui alimente le barrage Sidi Salem. Aussi les oueds secs sont devenus des dépotoirs de déchets solides. La municipalité de Fernana elle-même rejette les déchets solides dans l'oued Ghezala en amont de la station de pompage de Fernana. Selon une étude de l'Office national de l'assainissement, 59 stations d'épuration rejettent des eaux non conformes (environ 120 Mm3) à cause du dépassement de leur capacité et de leur âge avancé. Ces stations reçoivent aussi des eaux non conformes aux normes en provenance des usines et des industries.

L'experte Raoudha Gafrej indique par ailleurs que 50 % seulement des ressources en eau ont une salinité inférieure à 1,5 gramme par litre et que 86 % des eaux de bonne qualité sont situées dans le Nord. Ce taux de salinité est dû en grande partie à la surexploitation des nappes phréatiques profondes dont le taux d'exploitation a atteint 120 % avec des taux alarmants dans certaines régions. Ceci indique qu'il ne sera plus possible d'utiliser ces eaux salées que par le recours au dessalement, ce qui conduira à des frais d'exploitation plus importants, sachant que le dessalement d'eau saumâtre est d'environ 1,5 dinar/m3. L'insatisfaction des besoins en eau potable dans certaines régions du Nord (Bizerte, Béja, Jendouba) conduit régulièrement à des conflits et des mouvements de protestation qui iront croissant.

"Cela fait plus de deux ans que le texte du nouveau code de l'eau traîne d'un ministre à un autre et d'un partenaire à un autre sans voir le jour", constate le Dr Raoudha Gafrej. "Qu'est-ce qu'on attend ? À quoi sert le conseil de l'eau s'il ne peut pas réunir toutes les parties prenantes pour un consensus ? Quelle catastrophe on attend pour régler la situation ?" Selon le Rapport du Global Infrastructure Outlook publié en juin 2018, la Tunisie aura besoin pour le secteur de l'eau de 0,3 milliard de dollars par an ce qui correspond à environ 0,42 % de son PIB rien que pour l'eau potable et l'assainissement. Les projections d'ici 2040 en comparaison avec les tendances actuelles montrent que le secteur nécessitera un investissement cumulé d'environ 4 milliards de dollars d'ici 2030 ! Ces chiffres ne tiennent évidemment pas compte des investissements nécessaires pour l'agriculture irriguée... Le déficit entre les investissements réels et ceux nécessaires est en moyenne de 100 millions de dollars par an, c'est-à-dire 265 millions de dinars par an. D'où viendra cet argent supplémentaire sachant que d'autres secteurs sont aussi prioritaires que celui de l'eau ? Or, tout le monde bloque tout le monde, selon l'experte : il y a ceux qui bloquent le code de l'eau, ceux qui bloquent les routes, ceux qui bloquent les travaux, ceux qui bloquent les études, et ceux qui profitent de ce flou pour puiser illicitement les ressources et s'enrichir. "Le pire est que le gouvernement est en train de transmettre des messages tranquilisants alors que la situation est critique", note le Dr Gafrej... Le constat fait apparaître l'incapacité des autorités à protéger les infrastructures de l'eau et les ressources elles-mêmes "surtout que nous disposons de ressources financières limitées", conclut l'enseignante universitaire.

La Presse (Tunis) - À AllAfrica

Et comme si tout cela nécessitait encore d'être démontré : les réservoirs de la Tunisie sont à sec !

Jamel Taibi, La Presse (Tunis) - À AllAfrica